



LES FAITS MARQUANTS DE LA GIEC-22: MERCREDI 10 NOVEMBRE 2004

La 22e session du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution Climatique (GIEC) s'est réunie pour sa deuxième journée, mercredi. Le matin, les délégués ont poursuivi leurs discussions sur la portée, le contenu et le processus du Rapport de Synthèse du RE4. L'après-midi, les délégués se sont penchés sur les produits du RE4 et sur le travail de communication du GIEC. Des groupes de contact sur la portée, le contenu et le processus du Rapport de Synthèse et sur les programme et budget du GIEC, se sont également réunis.

PORTEE, CONTENU ET PROCESSUS DU RAPPORT DE SYNTHÈSE DU RE4

Dahe Qin, Coprésident du Groupe de Travail I, a mis en exergue le lien étroit entre timing et qualité. Martin Manning, de l'Unité d'Appui Technique du Groupe I, a décrit les ingrédients nécessaires à la réalisation de qualité, notamment: une souplesse dans la sélection des auteurs, assortie d'une prise en considération attentive de l'expertise et de la disponibilité, et un processus d'évaluation juste et transparent. Il a recommandé d'emprunter la voie d'un processus rédactionnel séquentiel, soulignant que le programme du Groupe de Travail I pourrait être révisé pour prévenir les chevauchements avec l'élaboration du Rapport de Synthèse. Martin Parry, Coprésident du Groupe de Travail II, s'est déclaré en faveur d'un Rapport de Synthèse concis, ne dépassant pas 30 pages, tirant ses éléments en particulier des Résumés à l'intention des décideurs politiques, élaborés par les Groupes de Travail, et établissant des liens sur lesquels l'attention des lecteurs n'a pas été attirée. Il a suggéré que le travail sur le Rapport de Synthèse commence plus tôt que prévu, pour donner aux rédacteurs l'occasion d'avoir un brainstorming sur les questions clés et de suivre leur élaboration dans les résumés à l'intention des décideurs politiques.

Faisant état de problèmes posés par les décalages dans l'interprétation, la MOLDAVIE, appuyée par la FINLANDE, CUBA, les PAYS-BAS, la REPUBLIQUE TCHEQUE et d'autres, a déclaré que le Rapport de Synthèse doit être court et concis. Le CANADA a déclaré qu'il doit indiquer les domaines où des progrès sont enregistrés et où les incertitudes ont été réduites depuis le TRE. CUBA, le COSTA RICA, le PEROU et d'autres ont souligné que le Rapport de Synthèse doit utiliser les contributions des meilleurs experts, avec une représentation géographique équilibrée et, avec le SRI LANKA, Le SALVADOR et d'autres, a déclaré que les thèmes transversaux devraient être intégrés dans les éléments de fond du rapport.

La MALAISIE et la ROUMANIE ont apporté leur appui au sujet, plutôt que de mettre en question la forme du Rapport de Synthèse. La MALAISIE et d'autres ont souligné que le Rapport de Synthèse ne devrait pas contenir de nouvelles données, et doit refléter une vraie synthèse des rapports des Groupes de Travail, ainsi que des rapports spéciaux. L'INDE a déclaré que l'adaptation et l'atténuation devraient être traités séparément, et, avec le NIGERIA, a souligné l'importance du Rapport de Synthèse, en

particulier, pour les pays en développement. MAURICE et d'autres ont souligné la valeur du Rapport de Synthèse dans l'amélioration de la prise de conscience du public.

Le délégué des PAYS-BAS, avec le MEXIQUE, a noté la nécessité d'un chevauchement entre les processus de rédaction du Rapport de Synthèse du Groupe de Travail, pour permettre le réexamen, par les Groupes de Travail, des incohérences éventuelles identifiées par le processus du Rapport de Synthèse. Le délégué des ETATS-UNIS a déclaré que les travaux sur le Rapport de Synthèse ne devraient commencer qu'après l'achèvement de l'évaluation des rapports des Groupes de Travail par les experts, y compris l'intégration de leurs commentaires dans les rapports. La CHINE a remis en question la valeur ajoutée pouvant être apportée par le Rapport de Synthèse et a précisé que si ce dernier venait à être élaboré, il devrait donner une explication complète des incertitudes, pour éviter de tromper les décideurs politiques. Il a proposé l'établissement d'un groupe de contact pour la poursuite des consultations.

Le MALAWI, l'OUGANDA, les PAYS-BAS, l'ESPAGNE, le PEROU et d'autres ont souligné la nécessité de produire le Rapport de Synthèse d'ici la CdP-13 de l'UNFCCC, prévue en 2007. Le délégué des ETATS-UNIS a fait part de ses réserves quant au risque de voir les contraintes de temps compromettre l'élaboration d'un rapport de grande qualité. La BELGIQUE a déclaré que la production du Rapport de Synthèse d'ici la CdP-13 ne devrait pas compromettre la qualité, et a fait objection à l'idée d'en reporter la livraison.

L'ESPAGNE, la SUEDE, l'ARGENTINE, le KENYA, le JAPON et d'autres ont plaidé pour la prise d'une décision sur le Rapport de Synthèse, à cette session. Le délégué des ETATS-UNIS a suggéré de reporter la décision, en attendant de voir le calendrier de la production, et la portée et le contenu de ce Rapport de Synthèse, adéquatement traités. L'ARABIE SAOUDITE a souligné l'importance d'un accord sur le contenu et sur le fond du rapport et du traitement des effets régionaux des mesures d'atténuation.

Le président Pachauri a établi un groupe de contact pour l'examen du contenu et de la longueur du Rapport de Synthèse. Les ETATS-UNIS, le ROYAUME-UNIS et la CHINE ont suggéré que le groupe doit examiner également, les questions de timing. La FEDERATION DE RUSSIE a recommandé que le groupe considère la possibilité d'insérer des données quantitatives dans le Rapport de Synthèse.

PRODUITS DU RE4

Le Secrétaire du GIEC, Christ, a introduit le document consacré aux Produits du RE4 (IPCC.XXII/Doc.6), indiquant qu'il rend compte des points soulevés par le groupe de contact convoqué à la 31e Session du Bureau du GIEC, en avril 2004.

De nombreux délégués ont apporté leur appui à l'élaboration de graphiques pour le Rapport de Synthèse et pour les rapports des Groupes de Travail, mais la SUISSE et la BELGIQUE ont remis en question l'estimation des coûts.

La NOUVELLE ZELANDE a souligné l'importance de la fourniture des renseignements et des ensembles de données, régionalement pertinents. L'ARABIE SAOUDITE a appelé au traitement



des questions régionales dans les rapports de Groupe de Travail. Le Coprésident du Groupe de Travail II, Parry, a décrit des approches possibles pour l'indexation des données régionales. Il a expliqué que le premier est basé sur l'analyse du contenu du libellé final, et que le second, implique des auteurs faisant état du sujet et de la région concernés par chaque référence figurant dans le rapport. Au sujet de cette dernière option, il a souligné le besoin de débattre d'abord de cette approche, avec les auteurs. Ne s'opposant pas à l'idée d'utiliser les centres régionaux pour la divulgation des données, la SUISSE a souligné la nécessité d'une intégrité dans le processus de sélection des données devant être divulguées. L'AUSTRALIE ont déclaré que l'indexation exhaustive et la référence croisée des produits, améliorent l'utilité des rapports du Groupe de Travail et a souligné la valeur de la mise en place d'un dispositif de recherche électronique. Le CANADA a souligné le besoin d'explorer la faisabilité de l'introduction d'un indexe, indiquant que le GIEC n'est pas l'organe au sein duquel la manière dont il est effectué, pourrait être examinée. Jean Palutikof, de l'Unité d'Appui Technique du Groupe de Travail II, a déclaré que le processus du RE4 est trop avancé pour demander aux Auteurs d'indexer leurs travaux, étant donné que leurs mandats ont déjà été convenus. L'ALLEMAGNE a souligné l'urgence qu'il y a à indexer les données régionales et le besoin d'une prise de décision sur le travail de communication, à cette session.

Au sujet de l'idée de faire des modèles, des ensembles de données, des scénarios et d'étiquetage de la visualisation, des outils disponibles, le délégué des PAYS-BAS a remis en question les ensembles de données ou les modèles tels "qu'approuvés par le GIEC" mais a reconnu l'utilité de la mise à disposition des matériels de soutien des graphiques, faisant référence aux pratiques similaires dans les journaux scientifiques. Le DANEMARK, avec la BELGIQUE, ont appelé à un accès aux graphiques et aux tableaux figurant dans le rapport final, et a demandé de faciliter la traduction des libellés figurés. Evoquant le besoin d'une transparence et d'une imputabilité, la BELGIQUE et le DANEMARK ont appelé à une simplification du modèle utilisé dans la production des graphiques disponibles avec son code sources et ses paramètres. La BELGIQUE a déclaré que les conditions d'emploi des papiers techniques doivent être déterminées.

TRAVAIL DE COMMUNICATION

John Stone, Coprésident du Groupe de Travail sur la Communication, a présenté un rapport sur les progrès accomplis dans le Groupe de Travail, expliquant que les discussions s'y sont focalisées sur les papiers d'information, avec un large accord qu'elles doivent être traduites dans les six langues des Nations Unies et transmises formellement aux gouvernements. Il a indiqué que certains participants ont suggéré que des papiers d'information devraient être produits en guise de guides ou feuille de route pour les nouveaux rapports. D'autres participants ont proposé que les papiers d'information englobent une déclaration clarifiant que les matériels qu'ils comprennent, sont dérivés des documents du GIEC approuvés précédemment. Il a indiqué que le groupe se réunira de nouveau, jeudi.

Le Secrétaire du GIEC, Christ, a introduit le document concernant le travail de communication (IPCC-XXII/Doc.7), mettant en relief les sections consacrées à l'interaction avec les media et à la distribution des publications du GIEC.

Plusieurs pays ont mis l'accent sur le besoin urgent d'élaborer une stratégie de communication. Le CANADA a attiré l'attention sur la nécessité de répondre aux besoins des parties prenantes. La CHINE a suggéré que les gouvernements et les institutions de recherche y jouent un rôle actif. L'AUSTRALIE, appuyée par l'ALLEMAGNE, a appelé à l'examen des besoins en matière de procédures formelles. La FEDERATION DE RUSSIE a souligné l'importance du travail d'une amélioration de la prise de conscience sur les activités du GIEC, par le biais des mass media. La BELGIQUE a noté le besoin d'un spécialiste en communication au sein du Secrétariat.

Les PAYS-BAS, avec les ETATS-UNIS, ont souligné l'importance de l'examen des papiers d'information. Au sujet de la production de la liste des orateurs, l'AUTRICHE et la BELGIQUE ont déclaré que les experts doivent être clairs sur la question de savoir à quel titre ils interviennent. Soulignant le besoin d'améliorer la

communication dans sa région, l'IRAN, appuyé par l'AFGHANISTAN, a proposé que le GIEC organise des ateliers axés sur l'Asie et le Moyen-Orient.

La SUISSE et la BELGIQUE ont recommandé d'explorer les synergies avec les activités menées dans le cadre de l'Article 6 de l'UNFCCC (éducation, formation et conscientisation du public).

Le Coprésident du Groupe de Travail III, Bert Metz, a mis en garde contre la prise d'une décision sur le travail de communication, signalant que les deux Rapports Spéciaux attendus seront finalisés avant la GIEC-24.

GROUPES DE CONTACT

COMITE SUR LES FINANCES: Coprésidé par Marc Gillet, ce comité s'est réuni d'abord le matin puis de nouveau dans l'après-midi. Le matin, les participants ont examiné les options offertes pour l'amélioration de la souplesse du budget, de manière à ce que les frais de voyage non utilisés d'une réunion puissent servir à la couverture des frais de voyage de participants supplémentaires à d'autres réunions. Les participants ont également débattu de la nécessité d'une augmentation budgétaire pour la couverture du travail de communication.

Le soir, le comité a poursuivi l'examen de la proposition de budget pour la période 2005-8. Les participants ont débattu longuement, en particulier, de la faisabilité d'un parrainage de la participation des Auteurs chefs de file, aux réunions autres que celles du GIEC, et ont débattu du co-parrainage des ateliers et des dispositions disponibles du GIEC et de ses expériences passées, avec ces questions. Les participants sont ensuite passés au projet de décision sur le programme et budget du Secrétariat pour la période 2005-8, examinant la manière et la question de savoir si oui ou non il fallait y mentionner refléter le montant annuel reporté de 4 millions de francs suisses, et les implications que cette référence pourrait avoir sur les contributions apportées par les gouvernements. Certains ont plaidé pour une claire définition de la logique du report.

PORTEE, CONTENU ET PROCESSUS DU RAPPORT

DE SYNTHESE DU RE4: Ce groupe de contact, coprésidé par Geoff Love (Australie) et Ismail Elgizouli (Soudan), s'est réuni en session de l'après-midi et du soir. Le groupe a planché sur la procédure, le contenu, la longueur et le timing du Rapport de Synthèse. S'agissant du contenu, les délégués ont souligné que les sujets ne devraient pas contraindre les auteurs mais fournir des lignes directrices, certains précisant que le débat était préliminaire et que le contenu ne devrait pas être finalisé à ce stade. Parmi d'autres sujets évoqués: l'intégration du concept de développement durable et de principes cadres; l'insertion d'une référence aux coûts et aux avantages; l'intégration de thèmes transversaux dans le rapport; et l'insertion d'un chapitre consacré aux conclusions solides et aux principales incertitudes. Aucun consensus n'a pu être atteint sur les détails des thèmes devant être abordés. Au sujet de la longueur, plusieurs pays étaient d'accord pour dire qu'un rapport de près de 30 pages, serait peu approprié, mais ont exprimé des vues divergentes sur le point de savoir s'il devait englober aussi un Résumé, plus court, à l'intention des décideurs politiques. Au sujet du programme d'élaboration du Rapport de Synthèse, plusieurs participants ont fait part de leurs réserves quant à l'étroitesse de ce programme, soulignant en particulier qu'il appelle à son approbation par le GIEC, une semaine avant la CdP-13.

DANS LES COULOIRS

Alors que les discussions sur la portée, le timing, la longueur et le contenu du Rapport de Synthèse continuaient à dominer la session, mercredi, des marmonnements ont été entendus dans les couloirs, sur la logique qui sous-tend les propositions de reporter la publication du Rapport de Synthèse au-delà de la CdP-13 de l'UNFCCC prévue en novembre 2007. Selon certains, le souhait d'accommoder le processus de l'UNFCCC est en train de causer un malaise, avec les craintes de voir la qualité du rapport, risquer d'être affaiblie par le timing. D'autres se sont déclarés plus optimistes quant à la réalisation d'un consensus à New Delhi, notant que les réserves exprimées au sujet de la qualité pourraient être traitées à travers une gestion attentive du calendrier.

Le compte-rendu final du ENB sur la GIEC-22 sera disponible à partir du Samedi 13 novembre à <http://www.iisd.ca/climate/ipcc22/>